

Burundi : Pierre Buyoya, un ex-président à l'héritage ambivalent

RFI, 18/12/2020 – L'ancien président du Burundi, évacué du Mali, est mort du Covid-19 à Paris, le 17 décembre. Respecté pour avoir su quitter le pouvoir, il laisse un héritage politique critiqué pour son ambiguïté.

Pierre Buyoya ne parlait pas la langue, mais en homme d'état, pesant ses mots et les énonçant avec un regard et profond. Il avait beau marteler en 2014 que « l'important n'est pas la manière dont on arrive au pouvoir, mais plutôt la façon dont on le quitte », l'ancien chef d'état n'avait pas évité les critiques, lors de sa campagne pour Abdou Diouf au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Deux fois putschiste en 1987 et 1996, soulignait la presse, qui lui prêtait alors la Canadienne Michèle Jean, Pierre Buyoya incarnait la figure de « l'ex-FAB », officier tutsi de forces armées burundaises jadis dominées par cette « ethnité » était critiqué comme un ancien major redoutable, plutôt que comme l'homme qui avait fait accoucher le Burundi de sa démocratie, menant le pays aux premières élections libres et transparentes de 1993. Ou comme celui qui avait fait prévaloir la paix, en négociant les très difficiles accords d'Arusha en 2000, sous la médiation de Julius Nyerere et Nelson Mandela. « Le président Buyoya a eu en fait une double carrière. D'une part au Burundi comme militaire et puis président et puis ensuite l'international » Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire de l'Afrique centrale et australe à l'Institut français des relations internationales. Personnalité controversée et crainte au Burundi, Pierre Buyoya appartenait au club, assez peu fourni en Afrique, des anciens chefs d'état ayant renoncé de leur plein gré au pouvoir. En 2014, il était apostrophé par certains Burundais, dont la militante des droits de l'homme Marguerite Barankitse, pour avoir fait couler du sang chez lui. Les accords de paix d'Arusha. Il était soupçonné - à par la rumeur, sans aucune preuve - d'être impliqué dans l'assassinat en 1993 de Melchior Ndadaye, un Hutu, le premier président démocratiquement élu du Burundi. Il était pourtant incliné face à lui, après la défaite électorale de son parti, l'Union pour le progrès national (Uprona). Il n'empêche : il était difficile de croire que le coup d'état de 1993 perpétré par les FAB ait pu se faire sans l'appui de l'armée à 99 % tutsie. Un déferlement de haine avait ensuite ciblé les Tutsis, débordant au Rwanda voisin, un an avant le génocide de 1994. Au Burundi, la guerre civile a fait 300 000 morts entre 1993 et 2002. Pierre Buyoya reprend le pouvoir par la force en 1996, face à l'aggravation du conflit, après la mort du président hutu Cyprien Ntaryamira, tué dans l'attentat contre l'avion de son homologue rwandais Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994 à Kigali. « Au cours du second mandat j'ai essentiellement négocié la paix, disait-il en 2014. L'accord d'Arusha est le fondateur du Burundi moderne ». Certains, parmi la minorité tutsie au Burundi, lui reprochent cependant d'avoir signé l'accord, après lequel il était retiré en 2003, parce qu'il stipule des quotas ethniques de 50 % pour les Hutus dans l'armée. Après les élections de 2005, remportées par l'ancien rebelle hutu Pierre Nkurunziza, le Burundi a connu de la paix. Le pays replonge dans la crise en 2015 avec le troisième mandat controversé et condamné par Pierre Buyoya de Pierre Nkurunziza. Ce dernier, emporté par le Covid-19 en juin dernier, rallume les braises du conflit ethnique et mène une répression brutale contre ses opposants. Diplomate respecté De 2004 à 2012, Pierre Buyoya a servi comme envoyé spécial de l'OIF pour une médiation en République centrafricaine et observation des élections en République centrafricaine, au Cameroun, en Guinée-Bissau. Il est nommé en 2012 haut représentant de l'Union africaine (UA) au Mali dans le Sahel, des fonctions qu'il a occupées jusqu'à fin novembre, faisant avancer les négociations de paix dans les coulisses, avec calme et diplomatie. C'est la justice de son pays qui a mis fin à sa carrière diplomatique, en le condamnant en octobre dernier à perpétuité, avec d'autres accusés, pour le meurtre de Melchior Ndadaye. Pierre Buyoya démissionne le 24 novembre de ses fonctions, mais reste au Mali, où il défend l'idée qu'il se fait de la démocratie. « La démocratisation est faite il y a 25 ans, disait-il en 2014. À l'échelle de l'histoire, c'est très peu fait des progrès importants, et personne ne peut dire que les élections au Nigeria ne sont pas sérieuses, par exemple. » Lorsqu'on l'interrogeait sur l'importance du facteur « ethnique » en politique, sa réponse était : « Les partis politiques en Afrique ne sont pas encore des instruments de rassemblement susceptibles de donner une identité aux gens. Ce sont les réflexes identitaires primitifs qui prévalent encore. Mais cela ne sera pas éternel. »